



Audience auprès de Monsieur Olivier Dussopt, Secrétaire d'Etat

Ministère de l'action et des comptes publics

31 Janvier 2019

Monsieur Le Secrétaire d'Etat,

Les 9 organisations nationales de retraités n'ont encore jamais été reçues par votre administration. Depuis plus de 5 ans, nous poursuivons un seul but : arrêter l'érosion continue du pouvoir d'achat des retraités.

Cette dégradation est reconnue par tous les organismes officiels : le Conseil d'Orientation des Retraites, dans son rapport de 2013 notait déjà que les réformes intervenues de 1993 (décrets Balladur) à 2009 (Loi Fillon) ont réduit la part des pensions dans le PIB de 6,2 points.

Depuis, les choses n'ont fait que s'aggraver : les retraités depuis 10 ans perdent 1 point de pouvoir d'achat par an. La hausse de la CSG de 1,7 point a encore accéléré cette dégradation. Pour les retraités trop, c'est trop. C'est le sentiment de tous ceux que nous côtoyons sur les marchés, dans notre voisinage et vous savez comme nous qu'ils sont nombreux parmi les gilets jaunes à exprimer ce sentiment.

Voici nos questions :

1. Quand le gouvernement va-t-il rétablir l'indexation des pensions des régimes sur l'évolution des salaires ?
2. Quand va-t-il commencer par respecter les dispositions du code de la Sécurité Sociale prévoyant l'indexation selon l'indice INSEE d'évolution des prix avec un minimum de 1% par an, cela signifie 1,7% cette année.
3. Allez-vous annuler la hausse de la CSG de 1,7% pour les millions de retraités qui y sont encore soumis ?
4. Allez-vous rétablir la 1/2 part fiscale supplémentaire pour les veuves et les veufs ayant élevé au moins un enfant (c'était un élément important de la politique familiale et une aide aux veuves et veufs) et la non-imposition des majorations familiales ?
5. Allez-vous revenir sur la création de la CASA de 0,3% qui pèse exclusivement sur les retraités ?  
Et allez-vous décider de la prise en charge de l'aide à l'autonomie à 100% par la Sécurité Sociale ?
6. Le candidat Emmanuel MACRON s'était engagé à maintenir le pouvoir d'achat des retraités.  
Quelles mesures envisagez-vous afin qu'aucune pension ne puisse être inférieure au SMIC ?

Les retraités sont légitimement attachés à la Sécurité Sociale dans ses 3 volets : retraites mais aussi assurance-maladie et prestations familiales. La loi de financement 2019 est revenue sur l'obligation faite de l'Etat de compenser les exonérations de cotisations.

7. Allez-vous compenser les 20 milliards de cotisations sociales accordées chaque année au patronat ?
8. Allez-vous revenir sur le CICE et réorienter cet argent vers le fonctionnement des services publics :
  - hôpital et services des urgences : annulation des suppressions de postes ;
  - établissements d'hébergement pour personnes âgées : création des postes nécessaires pour arriver au ratio "1 résident pour 1 soignant";
  - services publics locaux : en finir avec le "déménagement" du territoire ?
9. Allez-vous rétablir l'ISF ? Le gouvernement demande aux retraités un « effort » en faveur des actifs parfaitement injustifié.  
Quel effort demande-t-il aux plus riches quand OXFAM annonce que 8 milliardaires français possèdent autant que les 30% les plus pauvres ?
10. Allez-vous renforcer les services de lutte contre la fraude fiscale et l'évasion sociale qui privent les finances publiques comme la Sécurité Sociale de milliards d'euros chaque année ?
11. Le prélèvement à la source s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Comment expliquez-vous que les pensions de décembre 2018 soient touchées par le PAS, signifiant que, pour les retraités, 2018 ne sera pas une année blanche ?
12. Quelles mesures le gouvernement compte-t-il prendre pour combler la fracture numérique ?  
Allez-vous rétablir la communication papier pour les plus âgés et obliger les administrations, les caisses de retraite à la rétablir ?

François Thiéry-Cherrier (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex)

Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris)

Michel Salingue (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Francisco Garcia (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Michel Deniault (LSR, 263, rue de Paris, 93515 Montreuil)